

## Partenaires

### Italy: FIERI

**FIERI** est un institut de recherche sur les migrations dont l'objectif est de créer un pont entre d'une part, le monde de la recherche et d'autre part, les décideurs publics, les travailleurs sociaux et les médias. Son principal domaine de recherche concerne les phénomènes migratoires et l'intégration des migrants, sur la base de recherches comparées.

<http://www.fieri.it>

### Espagne: Fundación Ortega y Gasset-Gregorio Marañón

**La Fundación José Ortega y Gasset (OyG)** est une institution qui propose des activités culturelles et de formation. Elle s'attache également à promouvoir la recherche en Sciences Sociales et Humaines et à assurer la diffusion des connaissances scientifiques dans le domaine des migrations et des relations internationales. Elle offre aussi une assistance technique à des organismes publics et privés, comme aux organisations multilatérales.

<http://www.ortegaygasset.edu>

### France: INED

L'**INED** est un institut de recherche spécialisé qui travaille dans le domaine des études de population. Sa mission principale est d'étudier la situation démographique nationale et internationale et d'analyser les tendances de la population. Outre sa mission de recherche scientifique, l'INED a pour responsabilité d'assurer la collecte et la diffusion de l'information, tant française qu'internationale, relevant de son champ d'activité.

<http://www.ined.fr>

### Belgique: CEMIS

**CEMIS** est un centre de recherche de l'Université d'Anvers. Il est spécialisé dans la recherche multidisciplinaire nationale et internationale sur les migrations, l'intégration des minorités ethniques, et toutes les formes de cohabitation interculturelle. Il vise à fournir une plate-forme pluraliste et pluridisciplinaire pour la coopération entre les universités et les autres acteurs de la société.

<http://cemis.ua.ac.be>

### BIT

Le **BIT** est le bureau internationale chargée d'élaborer et de superviser les normes internationales du travail. Il s'agit de la seule institution «tripartite» des Nations Unies qui rassemble des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs pour façonner les politiques et programmes, conjointement à la promotion du travail décent pour tous.

<http://www.ilo.org>

## Partenaires

### ETUC

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) est un des partenaires sociaux européens. Elle est reconnue par l'Union Européenne, par le Conseil de l'Europe et par l'AELE comme la seule organisation intersectorielle représentant les syndicats au niveau européen.

<http://www.etuc.org.fr>

### ITC-ILO

Le Centre International de Formation (CIF-OIT) de Turin propose des services de formation et d'apprentissage. Il contribue également au renforcement des capacités sur des thèmes interdisciplinaires tels que la migration de main-d'œuvre, le développement des compétences et la formation professionnelle ou le développement local. Grâce à son expertise, il participe à mettre en oeuvre l'objectif de l'OIT : promouvoir le travail décent pour tous.

<http://www.itcilo.org>



International  
Labour  
Office

Promouvoir l'intégration  
des migrants travaillant  
dans l'aide et les services à  
domicile en Europe

4 Rue des Morillons  
CH1211 Genève 22  
Switzerland  
Téléphone: +41 22 799 6111

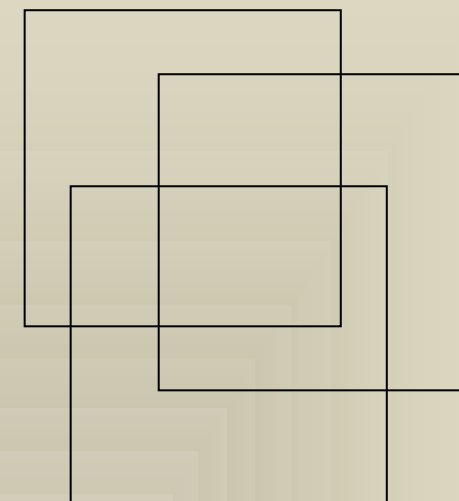
[www.ilo.org/migrant](http://www.ilo.org/migrant)

Un projet financé par l'Union  
européenne



Promouvoir l'intégration des  
migrants travaillant dans  
l'aide et les services à domicile

Mis en œuvre par le OIT et CIF-OIT



Résumé du projet

Pour les intervenants

## L'OIT et le travail dans l'aide et les services à domicile

Les personnes qui occupent des emplois d'aide et de service au domicile des particuliers fournissent une contribution inestimable à la société. Malgré cela, encore trop souvent, leur travail n'est pas valorisé en tant que tel et ces personnes, en très grande majorité des femmes, souvent migrantes, restent une main-d'œuvre en grande partie invisible et souvent vulnérable. En Europe, les tendances démographiques, les changements dans les structures familiales, la participation accrue des femmes au marché du travail, souvent accompagnée d'un manque d'établissements de soins et de prise en charge des plus fragilisés, ont augmenté de façon constante la demande de personnes assurant, au domicile de particuliers, un travail d'aide et de ménage.

Les législations nationales accordent souvent à ces dernières un niveau de protection inférieur à celui garanti aux autres catégories de travailleurs. En raison de leur isolement culturel, linguistique et parfois physique, les travailleurs et travailleuses, migrant.e.s en particulier, tendent de plus à avoir un accès limité aux services de soutien et aux réseaux de défense et de promotion des droits. Par ailleurs, ce domaine d'activité est caractérisé par des niveaux élevés d'informalité, tant à l'égard de la migration que des statuts d'emploi, ce qui a certainement une incidence sur les possibilités d'interaction et de participation à la vie économique, sociale et culturelle des pays de destination. En Juin 2011, la Conférence Internationale du Travail a adopté la Convention de l'OIT concernant « le travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques » (n° 189) et la Recommandation (n° 201). Il s'agit d'une forte reconnaissance de la valeur économique et sociale des emplois d'aide et de services au domicile des particuliers et un appel à l'action pour lutter contre l'exclusion existante de celles et ceux qui les occupent, de la protection sociale et du travail. En guise de suivi de la Convention, l'OIT met en œuvre une stratégie globale d'actions visant à faire du travail décent une réalité pour « les travailleuses et travailleurs domestiques ». Dans ce cadre, les migrant.e.s occupent une place importante parmi les groupes qui ont besoin d'une attention particulière. En Europe, suite à l'inscription de l'intégration des migrant.e.s à l'ordre du jour du calendrier de l'UE, la question des migrant.e.s occupant des emplois pour travailler au domicile de particuliers a reçu un intérêt renouvelé du monde universitaire et des décideurs.

## Le projet « Promouvoir l'intégration des migrantes travaillant dans l'aide et les services à domicile en Europe »

Aujourd'hui, la situation des migrant.e.s travaillant dans l'aide et les services à domicile des particuliers est encore largement inexplorée : il reste en effet encore beaucoup à étudier sur les défis qu'elles rencontrent dans les pays de destination et sur les options politiques qui pourraient être promues, tant dans le domaine de la migration que de l'emploi, afin de faciliter une dynamique d'intégration favorable autant aux migrant.e.s qu'aux sociétés de destination. Comprendre les liens entre la migration, la réglementation de l'emploi et la dynamique du marché du travail qui construisent la position de ces migrant.e.s dans le monde du travail est la clé d'une réponse politique globale et cohérente. Les régimes de migration affectent directement et indirectement les conditions de travail des migrant.e.s et il est important de les analyser pour comprendre en quoi cela impacte les possibilités de prendre part à la société de destination.

### Objectif

Ce projet vise à élargir les connaissances sur les parcours professionnels et plus particulièrement, sur les effets des politiques d'admission et d'emploi pour « les travailleuses et travailleurs domestiques » migrant.e.s, souvent confronté.e.s à la précarité. Il vise également à renforcer les capacités des parties prenantes à identifier et éliminer les obstacles à leur intégration socio-économique. Le projet s'appuiera sur les mesures de suivi de l'OIT prévues par la récente adoption de la nouvelle Convention et la Recommandation concernant le « travail décent pour les travailleuses et les travailleurs domestiques », tel.le.s que défini.e.s par la Convention 189. Le projet répond également aux objectifs spécifiques du Fonds d'intégration de l'UE, comme l'amélioration des connaissances sur l'impact de la mise en œuvre de la législation sur les processus d'intégration, et l'amélioration des services locaux pour s'adapter à des différents groupes cibles, tels que les femmes, les enfants et les jeunes.

### Les résultats attendus

1. Développer, à partir d'analyses statistiques, documentaires et de recherches empiriques, les connaissances sur les caractéristiques et les

modèles de la migration des personnes qui occupent, dans les pays de destination, des emplois d'aide aux personnes fragilisées et de ménage chez des particuliers dans l'Union Européenne. La recherche, qui s'appuie sur une approche interdisciplinaire, permettront la comparabilité entre les pays et de possibles prolongements.

2. Améliorer la sensibilisation des partenaires sociaux européens, des acteurs du marché du travail ou des pouvoirs publics, y compris les autorités locales, sur les principaux défis de l'intégration socio-économique des travailleuses et travailleurs migrantes dans l'aide et les services à domicile, ainsi que sur les instruments existant pour garantir la protection de leurs droits.

3. Fournir, par le biais de formations ciblées, aux partenaires sociaux européens, aux acteurs du marché du travail et aux autorités locales des capacités renforcées pour planifier et mettre en œuvre des politiques et des programmes efficaces afin d'éliminer les obstacles et de promouvoir activement l'intégration socio-économique des migrant.e.s dans les domaines d'activité étudiés.

### Suivi

Le projet permettra de produire 4 études de cas nationales sur le sujet (Italie, Espagne, France, et Belgique). Un rapport de synthèse sera également publié. Il comprendra des recommandations politiques finales, en vue de favoriser l'intégration des « travailleuses et travailleurs domestiques ».

Le projet permettra également de produire des outils d'information pratiques sur le sujet, un clip vidéo afin de sensibiliser et de promouvoir, virtuellement et en face à face, l'échange d'informations et de connaissances entre les parties prenantes concernées, ainsi qu'un événement de sensibilisation à Bruxelles.

Capitalisant les résultats de recherche et prenant appui sur une large gamme de cours de formation offerts par le Centre International de Formation sur le sujet, tels que la gouvernance des migrations, la non-discrimination ou l'inspection du travail, le projet permettra de produire un programme de formation spécifique qui visera à renforcer les capacités à identifier les défis d'intégration pour les travailleuses et travailleurs domestiques migrant.e.s et à promouvoir des politiques et des programmes visant à les surmonter.